

RAPPORT D'INFORMATION DE LA COMMISSION DES FINANCES DANS LE CADRE D'UN CONTRÔLE BUDGÉTAIRE PORTANT SUR LA DÉLIVRANCE DES VISAS

2

RAPPORTEURS

Éric DOLIGÉ

(Les Républicains - Loiret)

Richard YUNG

(Socialiste et républicain - Français établis hors de France)



2,8 millions de demandes de visas court séjour en 2014

+51 %

C'est le nombre de demandes de visas adressées à la France entre 2009 et 2014

1^{er}

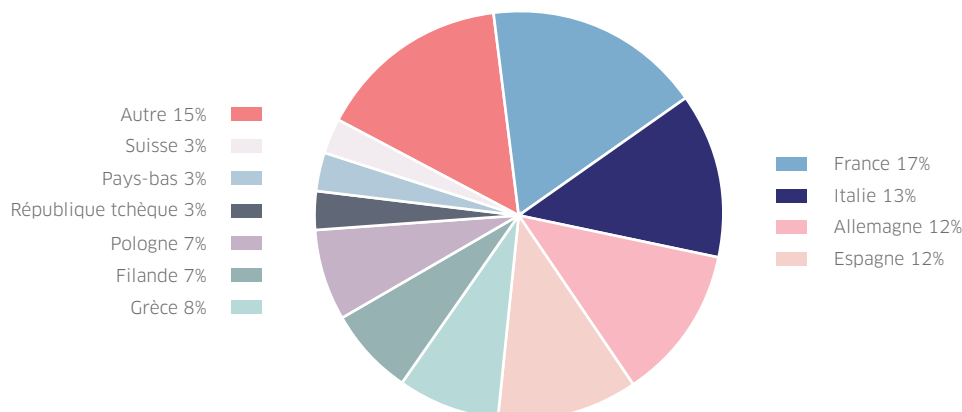
pays de l'espace Schengen en nombre de demandes de visas déposées avec 17% du total

LES CONSTATS

- La Chine est, avec environ 600 000 demandes en 2014, le premier pays d'origine des demandeurs de visas.
- Le tarif de droit commun d'un visa est de 60 euros.
- La recette globale de visas en 2014 est de 160 millions d'euros et pourrait atteindre, 250 millions d'euros en 2018. Or, le coût de l'instruction représente deux tiers de la recette totale aujourd'hui et sans doute la moitié à moyen terme : l'instruction des demandes de visas est donc une activité rentable de l'administration (près de 40 millions d'euros en 2014 et environ 125 millions d'euros en 2018).

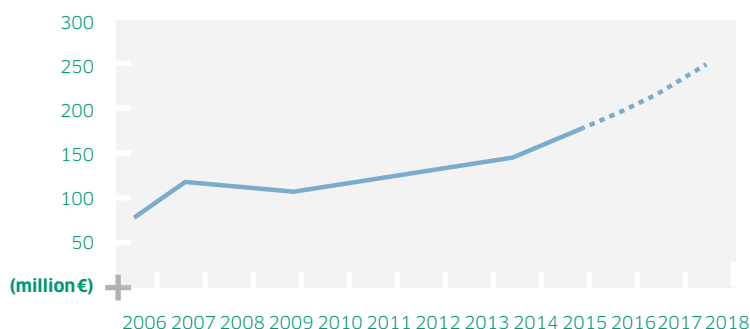
Demands de visas par pays au sein de l'espace Schengen en 2014

Source : commission des finances, d'après des données de la Commission européenne



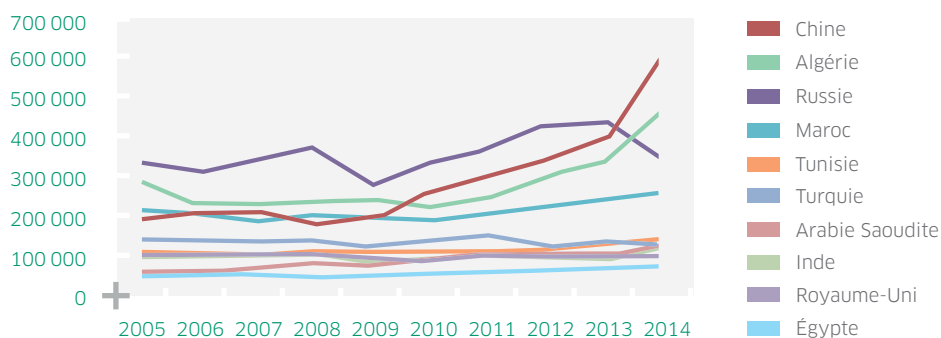
Évolution du montant du produit des visas pour l'État depuis 2006

NB : à partir de 2015, la courbe correspond à une recette prévisionnelle sur la base de l'évolution moyenne constatée entre 2009 et 2014



Évolution du nombre de demandes de visas pour les dix premiers pays d'origine

Source : commission des finances, d'après les données du ministère des affaires étrangères et du développement international



LES PROPOSITIONS

- **Renforcer les effectifs dédiés** à l'instruction des demandes de visas dans les consulats sous tension (notamment les pays émergents) en mettant en place un système d'intéressement des consulats à l'augmentation de la recette de visas.
- **Simplifier la procédure administrative** en supprimant les tâches inutiles et chronophages effectuées par l'administration (quittancement des demandes, signature des vignettes-visas, etc.).
- **Revoir le marché public de recueil des données biométriques**, dont les appareils sont coûteux et dont la maintenance est inefficace.

62 500€

C'est le coût d'une station biométrique installée par la France, contre 4 620 € par an pour les appareils mis en place en Allemagne

- **Renforcer la démarche commerciale**, en facturant des services « prioritaires » pour l'examen des demandes de visas en urgence.
- **Promouvoir la destination France**, en permettant à Atout France de distribuer des produits touristiques dans les centres externalisés de demandes de visas et en supprimant les obligations administratives inutiles, par exemple, la présentation d'une réservation d'hôtel ou l'autorisation de travail temporaire pour un salarié étranger (employé de maison).
- **Créer, à terme, un service consulaire commun aux pays de l'espace Schengen** pour l'instruction et la délivrance des visas de court séjour, afin de mettre un terme à la compétition et aux différences d'appréciation entre les États. Le rapport préconise la mise en place de sites « pilotes » pour expérimenter cette instruction commune, par exemple à Téhéran.